

Si le grade auquel ils sont transférés est différent de celui dont ils étaient revêtus, ils ne peuvent subir de préjudice pécuniaire du fait de l'application de cette mesure de mobilité.

**Art. 19.** Le personnel engagé sous contrat de travail par l'université de l'Etat, en sa qualité de personne morale, et qui était affecté exclusivement à son hôpital académique est transféré à l'hôpital universitaire, dans le respect de la convention collective de travail n° 32bis du 7 juin 1985, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 25 juillet 1985.

**Art. 20. § 1er.** Le conseil d'administration de l'université de l'Etat exerce les attributions du conseil d'administration de l'hôpital universitaire, tant que ce conseil n'aura pas été constitué.

§ 2. Le directoire créé en vertu des articles 3 et 4 de l'arrêté royal n° 455 du 10 septembre 1986 portant les mesures pour l'assainissement de l'Hôpital universitaire de l'Etat de Gand continue à exercer les compétences attribuées par cet arrêté aussi longtemps que le comité de direction de l'hôpital universitaire n'est pas constitué et entièrement composé.

**Art. 21.** A l'article 4 de l'arrêté royal n° 455 du 10 septembre 1986 mentionné ci-dessus, la dernière phrase est abrogée.

**Art. 22. § 1er.** Pour la première composition du Conseil d'administration, sont électeurs et éligibles :

- 1° pour l'élection des membres visés à l'article 6, § 1er, 4°, le médecin en chef et les médecins hospitaliers chef de service;
- 2° pour l'élection des membres visés à l'article 6, § 1er, 5°, les médecins hospitaliers qui ne sont pas chef de service et qui exercent au moins une fonction à mi-temps, en ce compris les médecins spécialistes en formation.

§ 2. Pour la première composition du conseil d'administration la commission électorale est composée :

- du recteur de l'université de l'Etat;
- du doyen de la faculté de médecine;
- d'un représentant du personnel administratif et technique désigné par le conseil d'administration parmi ses membres qui appartiennent à cette catégorie.

La commission électorale fixe la procédure des élections et les organise.

Le secrétaire du conseil d'administration de l'université de l'Etat est chargé du secrétariat de la commission électorale.

**Art. 23.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er avril 1987.

**Art. 24.** Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1987.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,  
D. COENS

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

Le Ministre de l'Education nationale,  
A. DUQUESNE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,  
P. MAINIL

F. 87 — 725

Arrêté royal n° 543  
modifiant la législation sur le financement  
et le contrôle des institutions universitaires

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté prévoit une modification des articles 27 et 28 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

Il comprend une série de mesures qui ont pour objectifs de :

1° répondre aux objections de la Commission de la Communauté Européenne qui fait observer que la loi de financement des Universités organise une discrimination incompatible avec le traité de Rome;

Indien de graad die ze bekleden na de overdracht verschillend is aan degene die ze voorafgaandelijk bekleedden mogen ze hierdoor geen pecuniair verlies lijden.

**Art. 19.** Het personeel aangeworven door middel van een arbeids-overeenkomst door de rijksuniversiteit, als rechtspersoon dat exclusief ter beschikking gesteld is van het academisch ziekenhuis, wordt overgedragen naar het universitair ziekenhuis, met naleving van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32bis van 7 juni 1985, algemeen verbindend verklaard door het koninklijk besluit van 25 juli 1985.

**Art. 20. § 1.** De raad van bestuur van de rijksuniversiteit oefent de bevoegdheid uit van de raad van bestuur van het universitair ziekenhuis, zolang deze raad niet is opgericht.

§ 2. Het krachtens de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit nr. 455 van 10 september 1986 houdende de maatregelen tot sanering van het Academisch Ziekenhuis van de rijksuniversiteit Gent opgerichte directorium blijft zijn door dit besluit toegekende bevoegdheden uitoefenen zolang het directiecomité van het universitair ziekenhuis niet opgericht en volledig samengesteld is.

**Art. 21.** In artikel 4 van eerder vernoemde besluit besluit nr. 455 van 10 september 1986 wordt de laatste volzin opgeheven.

**Art. 22. § 1.** Voor de eerste samenstelling van de raad van bestuur zijn stemgerechtigd en verkiesbaar :

- 1° voor de verkiezing van de leden bedoeld in artikel 4, § 1, 4°, de hoofdgeneesheer en de geneesheren diensthoofd;
- 2° voor de verkiezing van de leden bedoeld in artikel 4, § 1, 5°, de ziekenhuisgeneesheren die geen diensthoofd zijn en die minimaal een halfzijdse opdracht vervullen, hierbij inbegrepen de geneesheren specialisten in opleiding.

§ 2. De verkiezingscommissie voor de eerste samenstelling van de raad van bestuur is samengesteld uit :

- de rector van de rijksuniversiteit;
- de dekaan van de faculteit geneeskunde;
- een vertegenwoordiger van het administratief en technisch personeel aangeduid door de raad van bestuur van de rijksuniversiteit onder zijn leden die tot deze categorie behoren.

De verkiezingscommissie stelt de verkiezingsprocedure vast en organiseert de verkiezingen.

De secretaris van de raad van bestuur van de rijksuniversiteit is belast met het secretariaat van de verkiezingscommissie.

**Art. 23.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 1987.

**Art. 24.** Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 maart 1987.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,  
D. COENS

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

De Minister van Onderwijs,  
A. DUQUESNE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,  
P. MAINIL

N. 87 — 725

Koninklijk besluit nr. 543 tot wijziging  
van de wetgeving op de financiering  
en de controle van de universitaire instellingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen voorziet in een wijziging van de artikelen 27 en 28 van de wet d.d. 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.

Het omvat een aantal maatregelen die tot doel hebben :

1° te beantwoorden aan de bezwaren van de Commissie van de Europese Gemeenschap die opmerkt dat de wet op de financiering van de universitaire instellingen een discriminatie inhoudt die onverenigbaar is met het Verdrag van Rome;

2° prendre des mesures permettant de réduire l'accroissement du nombre de prestataires de soins sans pour autant pénaliser les institutions universitaires, mais tout en contenant les dépenses de l'Etat dans leur financement.

*Commentaire des articles*

Article 1er. 1° Cette disposition répond au premier objectif en ajoutant une catégorie d'étudiants subsidiés dans l'énumération de l'article 27 de la loi du 27 juillet 1971. Cette catégorie concerne les étudiants ressortissants d'un Etat membre de la Communauté Economique Européenne pour autant qu'ils ne viennent pas en Belgique pour éviter le numerus clausus qui existe dans leur pays d'origine.

Cette modification de l'article 27 de la loi du 27 juillet 1971 permettra à l'Etat Belge de demander à la Cour de Justice de suspendre l'action en manquement actuellement pendante et dont les conséquences financières risquent d'être importantes. Il s'agit donc en fait d'une mesure permettant indirectement des économies.

L'exigence pour les étudiants ressortissants des Etats membres d'avoir acquitté le minerval dans leur pays d'origine vise à éviter la production de certificats de complaisance et à fournir une preuve écrite de ce que les intéressés échappent à l'application du numerus clausus. Il est ainsi répondu à l'objection que le Conseil d'Etat a formulée sur ce point.

Article 1er, 2°, et article 2. Ces dispositions répondent au deuxième objectif qui est de réaliser progressivement une maîtrise du nombre de prestataires de soins et de réduire les dépenses à charge de l'assurance maladie invalidité.

La disposition de l'article 1er, 2° donne le droit au Recteur de refuser l'inscription de l'étudiant qui n'aurait pas réussi en 3 années académiques les deux premières candidatures en sciences médicales ou science dentaire.

Il va de soi que pour éviter une concurrence malsaine, il est indiqué que les institutions universitaires d'une même communauté linguistique se concertent à ce sujet au sein des organes interuniversitaires existants.

Afin d'adapter le financement des institutions universitaires aux nécessités de la maîtrise du nombre de prestataires de soins, il est conféré au Roi, à partir de l'année budgétaire 1990, le pouvoir de fixer les modalités de financement des étudiants concernés, à savoir les étudiants en sciences médicales et science dentaire à l'exclusion de la première candidature qui devient polyvalente. Ces modalités ne pourront être fixées qu'après concertation avec le Conseil Interuniversitaire de la Communauté française et le Vlaamse Interuniversitaire Raad afin de pouvoir tenir compte au mieux des situations spécifiques des deux régimes linguistiques.

L'année budgétaire 1990 est stipulée car se sera à cette époque que l'article 1er, 2°, aura ses premiers effets pratiques pour les étudiants inscrits à partir du 1er octobre 1987, date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Articles 3 et 4. Sans commentaire.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre de la Politique scientifique,

G. VERHOFSTADT

Le Ministre de l'Education nationale,  
D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,  
A. DUQUESNE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre bis, saisi par le Premier Ministre, le 23 mars 1987, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° ... « modifiant la législation sur le financement et le contrôle des institutions universitaires », a donné le 25 mars 1987 l'avis suivant :

1. L'article 1er vise à insérer dans l'article 27 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires un d ter destiné à corriger, à l'égard des étudiants ressortissant d'un Etat membre de la Communauté économique

2° maatregelen te nemen om de groei van het aantal zorgenverstrekkers te verminderen zonder daarom de universitaire instellingen te penaliseren, maar toch de staatsuitgaven in hun financiering te behouden.

*Commentaar op de artikelen*

Artikel 1. 1° Deze bepaling beantwoordt aan het eerste objectief door toevoeging van een categorie van financierbare studenten aan artikel 27 van de wet van 27 juli 1971. Deze categorie betreft studenten onderdanen van een Lid-Staat van de Europese Economische Gemeenschap, voor zover ze niet naar België komen om in hun eigen land de numerus clausus te omzeilen.

De wijziging van artikel 27 van de wet van 27 juli 1971 zal de Belgische Staat in de mogelijkheid stellen aan het Hof van Justitie te vragen het hangende geschil daaromtrent, dat belangrijke financiële gevolgen kan hebben, uit te stellen. Het gaat hier dus om een maatregel die onrechtstreeks tot besparingen kan leiden.

De vereiste opgelegd aan de studenten onderdanen van de lidstaten om het inschrijvingsgeld in hun land van oorsprong te betalen heeft tot doel het afleveren van « pro-forma » getuigschriften te vermijden alsook schriftelijk te bewijzen dat de betrokkenen niet onderworpen zijn aan de numerus clausus. Aldus wordt beantwoord aan het bezwaar dat de Raad van State hieromtrent heeft geformuleerd.

Artikel 1, 2°, en artikel 2. Deze bepalingen beantwoorden aan het tweede objectief, namelijk geleidelijk het aantal zorgenverstrekkers beheersen en de uitgaven voor de ziekteverzekering verminderen.

De bepaling van artikel 1, 2° verleent aan de Rector de bevoegdheid om de inschrijving te weigeren van de student die na drie academiejaren niet geslaagd is in de eerste twee candidaturen geneeskundige wetenschappen of tandheelkunde.

Het spreekt vanzelf dat, ten einde een ongezonde concurrentie te voorkomen, het aangewezen is dat de universitaire instellingen van eenzelfde taalgemeenschap ter zake overleg plegen binnen de bestaande interuniversitaire organen.

Ten einde de financiering van de universitaire instellingen aan te passen aan de noodzaak om het aantal zorgenverstrekkers te beheersen, kan de Koning vanaf het begrotingsjaar 1990 financieringsmodaliteiten vaststellen voor de betrokken studenten, namelijk de studenten in de geneeskundige wetenschappen en de tandheelkunde, met uitzondering van de eerste kandidatuur die polyvalent wordt. Deze modaliteiten kunnen slechts vastgesteld worden na overleg met de Vlaamse Interuniversitaire Raad en de Conseil Interuniversitaire de la Communauté française om zo goed als mogelijk rekening te houden met de specifieke toestanden van beide taalgemeenschappen.

Het begrotingsjaar 1990 werd genomen omdat dit het eerste jaar is waarin artikel 1, 2°, praktisch voor het eerst effect zal hebben voor de studenten ingeschreven vanaf 1 oktober 1987, datum van inwerkingtreding van onderhavig besluit.

Artikelen 3 en 4. Geen commentaar.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Wetenschapsbeleid,

G. VERHOFSTADT

De Minister van Onderwijs,  
D. COENS

De Minister van Onderwijs,  
A. DUQUESNE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer bis, op 23 maart 1987 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. ... « tot wijziging van de wetgeving op de financiering en de controle van de universitaire instellingen », heeft op 25 maart 1987 het volgende advies gegeven :

1. Artikel 1 beoogt in artikel 27 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen een d ter in te voegen, strekkende om ten aanzien van de studenten-onderdanen van een Lid-Staat van de Europese Econo-

européenne, ce que le *d bis* peut avoir d'excessif, du moins dans la thèse de la Commission des Communautés, thèse qui a soutenu la plainte de cette Commission devant la Cour de Justice.

Il est évident que, considérée isolément, cette disposition en projet n'est pas de nature par elle-même à maîtriser, à limiter ou à réduire les dépenses publiques au sens de l'article 1er, 2°, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Il ne semble toutefois pas possible de faire abstraction du fait que la disposition en question est appelée à corriger des effets, jugés excessifs en considération du Traité de Rome, d'une disposition, le *d bis*, qui a elle-même incontestablement un tel objet. Il faut donc considérer raisonnablement que la disposition en projet participe de cet objet et peut trouver un fondement dans l'article 1er, 2°.

## 2. Telle qu'elle est rédigée :

(« à condition qu'ils fassent la preuve qu'ils sont admis à suivre des études identiques dans le pays dont ils sont ressortissants et qu'ils y ont acquitté le minerval »),

la disposition en projet ne paraît appelée à avoir que très peu de portée pratique puisqu'on ne voit pas la raison pour laquelle des étudiants qui auraient été non seulement admissibles mais admis dans le pays dont ils sont ressortissants et qui auraient même acquitté le minerval affèrent à de telles études viendraient, en dehors de circonstances extraordinaires, suivre les mêmes études en Belgique.

L'intention du Gouvernement ne serait-elle pas plutôt d'exiger seulement que les étudiants en question fassent la preuve qu'ils pourraient être admis à suivre des études identiques dans le pays dont ils sont ressortissants ?

Si tel était le cas, le texte gagnerait à être rédigé en ce sens.

3. Dans le bref délai dont il a disposé, le Conseil d'Etat n'a évidemment pas été en mesure d'examiner si le texte en projet, éventuellement amendé suivant l'observation n° 2 ci-dessus, serait en conformité parfaite avec les dispositions du Traité de Rome.

## Article 2

Cette disposition n'appelle pas d'observation.

## Articles 3, 4 et 5

L'article 3 du projet apporte plusieurs modifications à l'article 28 de la loi du 27 juillet 1971 et les articles 4 et 5 modifient en conséquence les articles 29 et 31 de la même loi.

L'article 28, modifié par l'article 86 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976 porte :

« Pour le calcul de l'allocation de fonctionnement, les programmes d'études sont groupés en quatre orientations d'études de la façon suivante : ... ».

Dans l'énumération qui suit, on relèvera :

### 1° au groupe B,

« les candidatures en sciences appliquées, sciences agronomiques, sciences médicales et science dentaire, sciences vétérinaires, sciences pharmaceutiques »;

### 2° au groupe C,

« les licences, grades et doctorats en sciences appliquées, sciences médicales et science dentaire, science pharmaceutique et sciences vétérinaires ».

Cette répartition permet d'établir des modes de calcul différents selon les orientations et notamment des taux d'encadrement différents (voir article 29).

L'article 3 du projet disjoint, à partir de l'année budgétaire 1988, les candidatures en sciences médicales et en science dentaire, sauf la première année, du groupe B pour en faire un groupe B bis; il disjoint de même, à partir de l'année budgétaire 1988, les licences, grades et doctorats en sciences médicales et en science dentaire du groupe C, pour en faire un groupe C bis.

Dans l'immédiat, cette modification n'entraînera aucune économie puisque :

1° les taux d'encadrement des nouveaux groupes B bis et C bis sont les mêmes que ceux des groupes B et C (voir article 4 du projet modifiant l'article 29 de la loi) et

2° les nombres planchers pour les groupes B bis et C bis sont les mêmes que ceux prévus pour les groupes B et C (voir article 5 du projet modifiant l'article 31 de la loi).

mische Gemeenschap, bij te sturen wat *d bis* aan buitensporigs kan hebben, althans volgens de stelling van de Commissie van de Gemeenschappen, op welke stelling deze Commissie haar klacht bij het Hof van Justitie heeft doen steunen.

Het ligt voor de hand dat deze ontworpen bepaling, afzonderlijk beschouwd, niet uit zichzelf vermag de openbare uitgaven te beheersen, te beperken of te verminderen in de zin van artikel 1, 2°, van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Het lijkt echter niet mogelijk voorbij te zien dat de bepaling in kwestie moet dienen voor het verzachten van sommige — gelet op het Verdrag van Rome buitensporig geachte — gevolgen van een andere bepaling, namelijk *d bis*, die zelf ontegenzeggelijk een zodanige strekking heeft. Redelijkerwijze moet men dus aannemen dat de ontworpen bepaling mede die strekking heeft en rechtsgrond kan ontlenen aan artikel 1, 2°.

## 2. Zoals de ontworpen bepaling geredigeerd is :

(« op voorwaarde dat zij het bewijs leveren dat zij in hun land tot dezelfde studies toegelaten zijn en er het inschrijvingsgeld hebben betaald »),

lijkt zij maar zeer weinig praktische betekenis te zullen hebben omdat niet duidelijk is waarom studenten die in het land waarvan zij onderdaan zijn, niet alleen toelaatbaar zouden zijn geweest, maar ook toegelaten zouden zijn en die zelfs het aan dergelijke opleidingen verbonden inschrijvingsgeld betaald zouden hebben, buitengewone omstandigheden niet te na gesproken, dezelfde opleiding in België zouden komen volgen.

Zou het niet veeleer de bedoeling van de Regering zijn slechts te eisen dat de studenten in kwestie bewijzen dat zij zouden kunnen worden toegelaten tot het volgen van dezelfde opleiding in het land waarvan zij onderdaan zijn ?

Als dat het geval is, zou het de tekst ten goede komen als hij in die zin wordt geredigeerd.

3. De Raad van State heeft binnen de korte tijdsspanne waarover hij beschikt heeft, uiteraard niet kunnen nagaan of de ontworpen tekst, eventueel gewijzigd overeenkomstig de hierboven gemaakte opmerking nr. 2, volkomen in overeenstemming is met de bepalingen van het Verdrag van Rome.

## Artikel 2

Bij deze bepaling is geen opmerking te maken.

## Artikelen 3, 4 en 5

Artikel 3 van het ontwerp brengt verscheidene wijzigingen aan in artikel 28 van de wet van 27 juli 1971 en de artikelen 4 en 5 wijzigen diensgevolge de artikelen 29 en 31 van dezelfde wet.

Artiel 28, gewijzigd bij artikel 86 van de wet van 5 januari 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1976, luidt als volgt :

« Voor de berekening van de werkingstoelage worden de studieprogramma's als volgt gegroepeerd in vier studierichtingen : ... ».

Uit de daaropvolgende opsomming zijn te vermelden :

### 1° in groep B,

« de candidaturen in de toegepaste wetenschappen, landbouwwetenschappen, geneeskundige wetenschappen en tandheelkunde, diergeneeskundige wetenschappen, farmaceutische wetenschappen »;

### 2° in groep C,

« de licentiaten, graden en doctoraten in de toegepaste wetenschappen, geneeskunde wetenschappen en tandheelkunde, farmaceutische wetenschappen en diergeneeskundige wetenschappen ».

Aan de hand van die verdeling kunnen berekeningswijzen die verschillen volgens de studierichtingen, en inzonderheid verschillende studiebegeleidingsnormen worden vastgesteld (zie artikel 29).

Met ingang van het begrotingsjaar 1988, licht artikel 3 van het ontwerp de candidaturen in de geneeskundige wetenschappen en in de tandheelkunde, met uitzondering van het eerste jaar, uit groep B en maakt het er een groep B bis van; met ingang van het begrotingsjaar 1988, licht het ook de licentiaten, graden en doctoraten in de geneeskundige wetenschappen en in de tandheelkunde uit groep C en maakt het er een groep C bis van.

Voorshands zal die wijziging geen enkele besparing opleveren aangezien :

1° de studiebegeleidingsnormen van de nieuwe groepen B bis en C bis dezelfde zijn als die van de groepen B en C (zie artikel 4 van het ontwerp, dat artikel 29 van de wet wijzigt) en

2° de minimumbasiscijfers voor de groepen B bis en C bis dezelfde zijn als die welke bepaald zijn voor de groepen B en C (zie artikel 5 van het ontwerp, dat artikel 31 van de wet wijzigt).

Il résulte du rapport au Roi et des explications des délégués des Ministres que le Gouvernement escompte que la réduction du nombre des médecins et des dentistes entraînera une réduction du nombre des prestations à charge de l'assurance maladie-invalidité du fait que chaque médecin ou dentiste aura un plus grand nombre de patients à soigner et ne sera donc plus porté à multiplier les prestations et les prescriptions sans nécessité.

Cependant, les modifications apportées aux articles 28, 29 et 31 de la loi du 27 juillet 1971 n'entraîneront pas directement une réduction du nombre d'étudiants en médecine et en science dentaire. Selon les délégués des Ministres, le Gouvernement demandera aux institutions universitaires et au corps médical de prendre accord sur la façon de réduire le nombre de ces étudiants et si une institution universitaire ne respecte pas l'accord et accueille plus d'étudiants qu'elle ne le devrait, le Gouvernement la pénalisera en fixant le coût forfaitaire par étudiant pour les orientations B bis et C bis de cette institution à un montant inférieur à celui qui sera fixé pour les institutions qui ont respecté l'accord. La disposition clef est à ce point de vue l'article 4, 3<sup>o</sup>, du projet qui ajoute à l'article 29 de la loi un nouvel alinéa libellé comme suit :

« Pour les groupes B bis et C bis, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, établir un coût forfaitaire par étudiant distinct par institution universitaire ».

Il est évident que sans cette disposition, on pourrait douter sérieusement que les articles 3, 4 et 5 permettent de maîtriser, de limiter ou de réduire les dépenses publiques et qu'ils puissent par conséquent trouver un fondement dans l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi du 27 mars 1986. Mais cette disposition elle-même, du moins telle qu'elle est rédigée dans le projet, n'est certainement pas conforme à l'article 6 de la Constitution à défaut de contenir les critères objectifs qui autoriseraient à distinguer entre elles des catégories d'institutions universitaires sans méconnaître le principe d'égalité.

#### Observation finale

D'un point de vue purement formel et, bien entendu, sous réserve des observations qui précèdent, le projet serait rédigé plus conformément à l'usage selon le schéma suivant :

« Article 1<sup>er</sup>. A l'article 27 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, modifié par les lois du 5 janvier 1976, du 2 juillet 1981 et du 21 juin 1985, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 3, 1<sup>o</sup>, il est inséré un littéra *d* ter, rédigé comme suit : « *d* ter) Les étudiants ... » ;

2<sup>o</sup> au paragraphe 7, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 : « En outre ... ».

Article 2. A l'article 28, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par la loi du 5 janvier 1976, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> dans la première phrase, les mots « quatre orientations » sont remplacés par les mots « six orientations » ;

2<sup>o</sup> dans la définition du groupe B, alinéa 2, entre les mots ... (comme au 2<sup>o</sup> du projet) ;

3<sup>o</sup> la disposition suivante est insérée entre les définitions des groupes B et C : « Groupe B bis (comme au 4<sup>o</sup> du projet) ;

4<sup>o</sup> dans la définition du groupe C (comme au 3<sup>o</sup> du projet) ;

5<sup>o</sup> la disposition suivante est insérée entre les définitions des groupes C et D : « Groupe C bis ... (comme au 5<sup>o</sup> du projet) ».

Article 3. (comme à l'article 4 du projet, sauf au 3<sup>o</sup>) :

3<sup>o</sup> l'article est complété par l'alinéa suivant : « Pour les groupes ... (la suite comme au projet) ».

Les articles 5, 6 et 7 du projet deviennent respectivement les articles 4, 5 et 6.

La chambre était composée de :

MM. :

P. Tapie, président de chambre ;

R. Van Aelst ; L. François, conseillers d'Etat ;

Mme G. Dupont, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Tapie.

Le rapport a été présenté par M. A. Mercenier, premier auditeur.

Le greffier,  
G. Dupont.

Le président,  
P. Tapie.

Uit het verslag aan de Koning en uit de nadere uitleg van de gemachtigden van de Ministers blijkt dat de Regering verwacht dat de vermindering van het aantal geneesheren en tandartsen een vermindering tot gevolg zal hebben van het aantal verstrekkingen ten laste van de ziekteverzekering, doordat elke geneesheer of tandarts zal moeten instaan voor de verzorging van een groter aantal patiënten en derhalve de verstrekkingen en de voorschriften niet onnodig zal doen toenemen.

De wijzigingen die worden aangebracht in de artikelen 28, 29 en 31 van de wet van 27 juli 1971 zullen evenwel niet onmiddellijk een vermindering van het aantal studenten in de geneeskunde en in de tandheelkunde tot gevolg hebben. Volgens de gemachtigden van de Ministers zal de Regering aan de universitaire instellingen en aan het medisch korps vragen een akkoord te sluiten over de manier om het aantal van die studenten te verminderen, en indien een universitaire instelling het akkoord niet in acht neemt en meer studenten aanneemt dan zij zou mogen, zal de Regering haar straffen door de forfaitaire kostprijs per student voor de studierichtingen B bis en C bis van die instelling vast te stellen op een bedrag dat lager is dan het bedrag dat vastgesteld zal worden voor de instellingen die het akkoord hebben nageleefd. De sleutelbepaling is in dat opzicht artikel 4, 3<sup>o</sup>, van het ontwerp, dat aan artikel 29 van de wet een nieuw lid toevoegt dat als volgt is geformuleerd :

« Voor de groepen B bis en C bis kan de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit een forfaitaire kostprijs per student vaststellen, afzonderlijk per universitaire instelling ».

Het spreekt vanzelf dat men er, zonder die bepaling, ernstig zou kunnen aan twifelen of de artikelen 3, 4 en 5 het mogelijk maken de openbare uitgaven te beheersen, te beperken of te verminderen en of zij bijgevolg rechtsgrond kunnen vinden in artikel 1, 2<sup>o</sup>, van de wet van 27 maart 1986. Maar die bepaling zelf, althans zoals zij in het ontwerp geredigeerd is, strookt zeker niet met artikel 6 van de Grondwet, omdat zij niet de objectieve maatstaven bevat op grond waarvan tussen verschillende categorieën van universitaire instellingen een onderscheid zou kunnen worden gemaakt zonder het gelijkheidsbeginsel te miskennen.

#### Slotopmerking

Uit een zuiver formeel oogpunt, en vanzelfsprekend onder voorbehoud van de bovenstaande opmerkingen, zou het ontwerp op een meer gebruikelijke wijze geredigeerd kunnen worden volgens het volgende schema :

« Artikel 1. In artikel 27 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, gewijzigd bij de wetten van 5 januari 1976, 2 juli 1981 en 21 juni 1985, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in paragraaf 3, 1<sup>o</sup>, wordt een *d* ter ingevoegd, luidend als volgt : « *d* ter) De studenten ... » ;

2<sup>o</sup> in paragraaf 7 wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd : « Bovendien ... ».

Artikel 2. In artikel 28, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 januari 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in de eerste volzin worden de woorden « vier studierichtingen » vervangen door de woorden « zes studierichtingen » ;

2<sup>o</sup> in de omschrijving van groep B, tweede lid, worden tussen de woorden ... (zoals in 2<sup>o</sup> van het ontwerp) ;

3<sup>o</sup> tussen de omschrijvingen van de groepen B en C wordt de volgende bepaling ingevoegd : « Groep B bis ... (zoals in 4<sup>o</sup> van het ontwerp) ;

4<sup>o</sup> in de omschrijving van groep C ... (zoals in 3<sup>o</sup> van het ontwerp) ;

5<sup>o</sup> tussen de omschrijvingen van de groepen C en D wordt de volgende bepaling ingevoegd : « Groep C bis ... (zoals in 5<sup>o</sup> van het ontwerp) ».

Artikel 3. (zoals in artikel 4 van het ontwerp, behalve 3<sup>o</sup>) :

3<sup>o</sup> het artikel wordt aangevuld met het volgende lid : « Voor de groepen ... (voorts zoals in het ontwerp) ».

De artikelen 5, 6 en 7 van het ontwerp worden vernummerd tot 4, 5 en 6.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

P. Tapie, kamervoorzitter ;

R. Van Aelst ; L. François, staatsraden ;

Mevr. G. Dupont, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Tapie.

Het verslag werd uitgebracht door de heer A. Mercenier, eerste auditeur.

De griffier,  
G. Dupont.

De voorzitter,  
P. Tapie.

**31 MARS 1987. — Arrêté royal n° 543  
modifiant la législation sur le financement et le contrôle  
des institutions universitaires**

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi notamment les articles 1, 2°, littera b) et d), et 3 § 2;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Politique Scientifique et de Nos Ministres de l'Education nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil;

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** A l'article 27 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, modifié par les lois du 5 janvier 1976, du 2 juillet 1981 et du 21 juin 1986, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 3, 1°, il est inséré un littera d ter rédigé comme suit :

« d ter) Les étudiants ressortissants d'un Etat membre de la Communauté Economique Européenne qui entreprennent en Belgique une année d'études à condition qu'ils fassent la preuve qu'ils sont admis à suivre des études identiques dans le pays dont ils sont ressortissants et qu'ils y ont acquitté le minerval »;

2° au paragraphe 7, l'alinéa suivant est inséré entre le premier et le deuxième alinéa :

« En outre, à partir de l'année académique 1989-1990, le recteur peut refuser l'inscription des étudiants qui n'ont pas pu terminer avec succès la deuxième année d'une candidature en sciences médicales ou science dentaire en trois années académiques à compter de leur première inscription ».

**Art. 2.** L'article 28 de la même loi, modifié par la loi du 5 janvier 1976, est complété par la disposition suivante :

« Après concertation avec le Conseil interuniversitaire de la Communauté française et le Vlaamse Interuniversitaire Raad, le Roi pourra, à partir de l'année 1990, adapter par arrêté délibéré en Conseil des Ministres les modalités de financement pour les étudiants en sciences médicales et science dentaire, à l'exception de la première candidature, selon des critères qu'il définit. »

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er octobre 1987.

**Art. 4.** Nos Ministres de l'Education nationale sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre de la Politique scientifique,  
G. VERHOFSTADT

Le Ministre de l'Education nationale,  
D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,  
A. DUQUESNE

F. 87 — 726

**Arrêté royal n° 544  
constituant en service de l'Etat à gestion séparée,  
le Service national de Congrès**

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté est pris dans le cadre de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Le présent arrêté a pour but de contrôler et de limiter les dépenses publiques en simplifiant la gestion du service concerné.

**31 MAART 1987. — Koninklijk besluit nr. 543  
tot wijziging van de wetgeving  
op de financiering en de controle van de universitaire instellingen**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid de artikelen 1, 2°, leden b) en d), en 3 § 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Wetenschapsbeleid en van Onze Ministers van Onderwijs en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 27 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, gewijzigd bij de wetten van 5 januari 1976, van 2 juli 1981 en van 21 juni 1986, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 3, 1°, wordt een d ter ingevoegd luidend als volgt :

« d ter) De studenten, onderdanen van een Lid-Staat van de Europese Economische Gemeenschap, die in België een studiejaar aanvangen, op voorwaarde dat zij het bewijs leveren dat zij in hun land tot dezelfde studies toegelaten zijn en er het inschrijvingsgeld hebben betaald ».

2° in paragraaf 7 wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« Bovendien kan de rector, vanaf het academiejaar 1989-1990, de inschrijving weigeren van studenten die in het tweede jaar van een kandidatuur geneeskundige wetenschappen en tandheelkunde niet zijn geslaagd na drie academiejaren, te rekenen vanaf hun eerste inschrijving ».

**Art. 2.** Artikel 28 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 januari 1976, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Na overleg met de Vlaamse Interuniversitaire Raad en de Conseil interuniversitaire de la Communauté française, kan de Koning vanaf het jaar 1990, bij een in ministerraad overlegd besluit de modaliteiten voor de financiering aanpassen van de studenten in de geneeskundige wetenschappen en de tandheelkunde, behalve voor de eerste kandidatuur, overeenkomstig de criteria die Hij vaststelt. »

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1987.

**Art. 4.** Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Wetenschapsbeleid,  
G. VERHOFSTADT

De Minister van Onderwijs,  
D. COENS

De Minister van Onderwijs,  
A. DUQUESNE

N. 87 — 726

**Koninklijk besluit nr. 544  
waarbij de Nationale Dienst voor Congressen  
opgericht wordt als staatsdienst met afzonderlijk beheer**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen wordt genomen in het kader van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Dit besluit heeft tot doel de openbare uitgaven te beheersen en te beperken door het beheer van de betrokken Dienst te vereenvoudigen.